

Arrêté n° **25-2024-07-26-00006** du **26 JUIL. 2024**

Pris en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement,
codifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter un centre de valorisation
énergétique des déchets ménagers et assimilés par le SYBERT
sur la commune de Besançon

Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 modifié relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le récépissé du 24 février 2004 de la déclaration de changement d'exploitant au 1^{er} janvier 2004 au bénéfice de Syndicat mixte de Besançon et de sa région pour le traitement des déchets (SYBERT) ;

Vu les actes antérieurement délivrés au SYBERT, en particulier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 février 1976, complété le 1^{er} septembre 2004 et en dernier lieu le 7 décembre 2023, pour l'unité d'incinération des ordures ménagères (UIOM) et de valorisation énergétique (UVE) qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Besançon ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) intégré au SRADDET de la région Bourgogne Franche-Comté approuvé par arrêté préfectoral du 16 septembre 2020 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

Vu le dossier de réexamen (référence 10007572 rapport réexamen MTD UVE_rev3 produit par Inddiggo), ainsi que le rapport de base, remis par l'exploitant en date du 7 décembre 2020 complété par courrier du 13 janvier 2023 ;

Vu le porter à connaissance du 13 septembre 2021 référence VAV-VAT-AA-07-02-003-E relatif à la modification des conditions d'exploitation suite à l'arrêt de la ligne de 1976 ;

Vu le porter à connaissance du 9 août 2022 référence VAL-VAT-AA-07-02-003 relatif aux travaux de restructuration de l'UVE de Besançon ;

Vu la demande du SYBERT présentée par courrier du 7 juin 2023 ayant pour objet la modification du stockage de cendres sous chaudières (big-bags) et le porter à connaissance du 15 mai 2023 annexée à la demande (référence VAL-VAT-AA-07-01-005C) ;

Vu le rapport du 15 juillet 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral codificatif transmis le 15 décembre 2023 à l'exploitant et ses observations transmises en dernier lieu le 2 juillet 2024 ;

Considérant que la restructuration de l'UVE décrite dans le porter à connaissance du 13 septembre 2021 et celui du 9 août 2022 consistant à arrêter la ligne d'incinération mise en service en 1976 d'une capacité de 3,2 t/h réduit de fait la capacité de traitement de l'établissement et par conséquent les rejets atmosphériques ;

Considérant que la modification, décrite dans le porter à connaissance du 9 août 2022, des opérations de stockage des mâchefers dans des trémies au niveau du quai puis transfert vers la plateforme de prétraitement et de maturation des mâchefers rue Dennis Gabor en vue de campagnes ponctuelles de criblage/dé-ferraillage incluent des mesures de prévention de la pollution diffuse dans l'atmosphère reprises par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (annexe 2.2.1, annexe 5.1.2) ;

Considérant que la modification du stockage de cendres sous chaudières en bigs-bags dans un bâtiment dédié, décrite dans le porter à connaissance du 15 mai 2023 susvisé, ne présente pas plus de risques que le stockage précédent ;

Considérant qu'au regard des éléments d'appréciation du porter à connaissance du 13 septembre 2021, du 9 août 2022, du 15 mai 2023 susvisé, il apparaît que les modifications des installations ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, notamment au regard de la prévention de la pollution atmosphérique, de l'évaluation de l'impact olfactif, de la surveillance de l'impact sur l'environnement des installations, ainsi que de la prévention des risques technologiques, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les prescriptions d'exploitation de l'usine SYBERT de Besançon sont disséminées dans plusieurs arrêtés préfectoraux et qu'il convient de rendre plus disponibles et de clarifier les obligations de l'exploitant en les regroupant au sein d'un acte unique ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

TITRE I^{er} Portée de l'autorisation et conditions générales

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Autorisation

Le présent arrêté définit les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter les installations d'incinération de déchets ménagers du SYBERT dont le siège est 4 rue Gabriel Plançon – La City 25043 BESANÇON pour ses installations situées au 3 rue Albert Einstein et 3B rue Denis Gabor 25043 BESANÇON.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de toutes les prescriptions techniques des actes antérieurs concernant cet établissement (UVE et plateforme de mâchefers).

Les conditions d'exploitation sont définies par les articles suivants.

Article 1.1.2 - Localisation des installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles suivantes :

| Commune | Parcelles | Surface |
|----------|--|---|
| BESANÇON | UVE : 207 section MO et 280 section MO | 12152 m ² + 915 m ² |
| | Plateforme mâchefers : 0111 section ES | 8248 m ² |

Article 1.1.2 - Liste des installations classées

- Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visés à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement :

| Rubrique | Régime (A, E, D, DC) | Désignation des installations | Niveau d'activité |
|----------|----------------------|--|---|
| 3520-a | A | Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure | 1 four de capacité nominale de 5,06 t/h à PCI 2000 kcal/kg Puissance thermique maximale 11,77 MW |
| 2771 | A | Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910. | 1 four de capacité annuelle nominale de 42 000 t |
| 2515-1b | D | 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW | Broyage de bicarbonate de sodium pour la neutralisation des gaz acides - 2 broyeurs (dont un secours) de 75 kW unitaire Total = 150 kW |
| 2713-2 | D | Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ² | Surface globale de stockage des métaux : 127 m ² |
| 2715 | D | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ | Volume maximal : 300 m ³ |

| Rubrique | Régime (A, E, D, DC) | Désignation des installations | Niveau d'activité |
|----------|----------------------|--|--|
| 4511-2 | DC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t | Stockage de cendres sous-chaudière et RE-FIOM pour une capacité maximale de 100 tonnes |

Régime ICPE : A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 1.1.3 - Réglementation IED

La rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement est la rubrique 3520. Le BREF applicable, relatif à la rubrique principale, est : WI Incinération des déchets.

Article 1.1.4 - Durée et validité de l'autorisation

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74, l'autorisation est délivrée sans limite de durée.

Article 1.1.5 - Agrément des installations : sans objet

Article 1.1.6 - Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un four à grille d'une capacité nominale de 5,06 t/h à PCI 2000 kcal/kg, puissance thermique maximale 11,77 MW mis en service en 2002 et modernisée en 2019 (ligne 4) ;
- une chaudière verticale produisant 14,5t/h de vapeur surchauffée à 350°C - 40 bar interconnectée à la chaufferie centrale de Planoise et à la blanchisserie de l'hôpital avec un groupe turbo-alternateur de puissance 800 kW électrique ;
- une installation permettant la co-incinération des boues par injection en goulotte ;
- un procédé de traitement des oxydes d'azote (NOx) de type SNCR (Selective Non-Catalytic Reduction) et SCR (Selective Catalytic Reduction) combinés utilisant comme agent réducteur une solution à base d'urée ;

- un procédé de traitement des fumées de type sec comportant principalement un filtre à manches et un réacteur avec injection de bicarbonate de sodium et de charbon actif ;
- un silo d'une capacité de 61 tonnes pour le stockage des résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM) ;
- une plateforme couverte de stockage temporaire et de maturation des mâchefers et d'ordures ménagères en balles située rue Dennis Gabor ;
- sur cette dernière plateforme, un traitement des mâchefers par campagne de séparation des métaux ferreux et des non ferreux de type criblage ;
- un réseau de chaleur d'alimentation de la chaufferie de Planoise et de la blanchisserie de l'hôpital ;
- un système de supervision et de mesures d'autosurveillance des rejets à l'atmosphère ;
- des utilités.

Article 1.1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Chapitre 1.2 Conditions d'autorisation

Article 1.2.1 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des meilleurs techniques disponibles (MTD) et des conclusions du BREF applicable.

Article 1.2.2 – Prescriptions applicables aux installations

Sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels susvisés pris au titre de l'article L 512-5 du code de l'environnement concernant certaines installations soumises à autorisation, le présent arrêté définit les prescriptions d'exploitation des installations classées présentes sur le site. Ces prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements non classés exploités dans l'établissement qui sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation, à enregistrement et à déclaration sont applicables dans le respect des règles d'antériorité dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

San préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes ci-dessous :

- arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Article 1.2.3 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, le code de santé publique, le code du patrimoine, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Chapitre 1.3 Accident/incident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 1.4 Réexamen périodique (IED)

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.1.3 du présent arrêté.

Chapitre 1.5 Cessation d'activité

Article 1.5.1 - Définition de l'usage futur : sans objet

Article 1.5.2 - Mise en sécurité et remise en état

L'exploitant se conforme aux articles R. 512-39-1 et suivants, L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 xiv), MTD reprise au point 2.1.14 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé.

TITRE II Prévention de la pollution atmosphérique

Chapitre 2.1 Conditions de rejet

Article 2.1.1 – Captation et canalisations

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport des déchets dans l'installation.

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

Article 2.1.2 – Conduits et installations raccordées

Les emplacements des divers conduits sont repérés sur un plan tenu à jour de l'établissement.

| N° conduit | Installation raccordée | Puissance ou capacité | Nature du rejet | Autres caractéristiques |
|------------|----------------------------|-----------------------|-----------------|--|
| 1 | Ligne 4 « four/chaudière » | 11,77 MW | Fumées épurées | Traitées et épurées par 1 \ dépoussiérage via un filtre à manche en amont duquel est injecté du bicarbonate de sodium et du charbon actif 2\ traitement dit « SNCR » avec injection d'urée en chaudière 3\ traitement dit « SCR Selective Catalytic Reduction » |

Article 2.1.3 – Conditions de rejets

| N° conduit | Hauteur (m) | Débit nominal (Nm ³ /h) (1) | Vitesse minimale d'éjection (m/s) |
|------------|-------------|---|-----------------------------------|
| 1 | 33 | 27000 | au moins égale à 12,0 |

(1) aux conditions de référence de température et de pression définies à l'article 2.2.1)

Chapitre 2.2 Caractéristiques des rejets canalisés

Article 2.2.1 – Concentration et flux / UVE (conduit n°1)

Le tableau ci-dessous définit les valeurs-limites en concentration et en flux à ne pas dépasser, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O₂ (ou CO₂) de 11 %, corrigée conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié.

Sans préjudice des valeurs limites en concentrations réglementées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération, les valeurs limites suivantes ne doivent pas être dépassées.

Monoxyde de carbone :

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière ;
- 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

Les flux ci-dessous sont calculés sur la base d'un débit nominal de 27 000 m³/h (régime nominal OMR et boues).

Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂ et NO_x :

| Paramètre | Valeur moy. Journalière (mg/Nm ³) NOC | Valeur moy. Journalière (mg/Nm ³) OTNOC | Valeur moy. sur une demie-heure (mg/Nm ³) OTNOC | Flux (kg/j) |
|---|--|--|--|-------------|
| Poussières totales | 5 | 10 | 30 | 6,48 |
| Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) | 10 | 10 | 20 | 6,48 |
| Chlorure d'hydrogène(HCl) | 8 | 10 | 60 | 6,48 |
| Fluorure d'hydrogène (HF) | 1 | 1 | 4 | 0,65 |
| Dioxyde de soufre (SO ₂) | 40 | 50 | 200 | 32,4 |
| Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote | 80 | 400 | - | 259,2 |

Métaux :

| Paramètre | Valeur moy. Journalière (mg/Nm ³) NOC | Valeur moy. journalière (mg/Nm ³) OTNOC | Flux (g/j) |
|---|---|---|------------|
| Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl) | 0,02 | 0,05 | 32,4 |
| Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) | 0,02 | 0,05 | 32,4 |
| Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Mn+Ni+V) | 0,3 | 0,5 | 324 |

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

Pour le mercure, un suivi des valeurs de concentrations semi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³ est réalisé et fait l'objet d'un bilan annuel

Dioxines et furannes :

| Paramètre | Valeur moy. | Flux (µg/j) |
|-----------|-------------|-------------|
|-----------|-------------|-------------|

| Dioxines et furannes chlorées (PCDD/PCDF) | journalière (ng/Nm ³) NOC | |
|---|---|------|
| Sur échantillonnage ponctuel lors des mesures réalisées en application de l'article 28-a de l'AMPG du 20/09/2002 susvisé | 0,08 | 51,8 |
| Sur échantillonnage à long terme lors des mesures réalisées en application de l'article 28-b1 de l'AMPG du 20/09/2002 susvisé | 0,08 | |

Nota : La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage à long terme.

Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Ammoniac :

Pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés

| Paramètre | Valeur moy. Journalière (mg/Nm ³) NOC | Valeur moy. Journalière (mg/Nm ³) OTNOC | Flux (kg/j) |
|-----------|---|---|-------------|
| | | | |
| Ammoniac | 10 | 30 | 19,4 |

NOC = conditions normales de fonctionnement

OTNOC = conditions de fonctionnement autres que normales avec présence de déchets dans le four.

Chapitre 2.3 Nuisances olfactives

Article 2.3.1 – Prévention des émissions odorantes

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

À cet effet, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles en matière de prévention des nuisances olfactives.

Article 2.3.2 – État des odeurs

En cas de nuisances, le préfet peut demander à l'exploitant de faire réaliser une étude de dispersion avec une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de son site dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées des installations. Les concentrations d'odeur de chaque source d'émission olfactive identifiée sont déterminées à partir de mesures d'odeurs réalisées sur site (installations en fonctionnement).

Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.

Les résultats sont transmis à l'inspection de l'environnement (installations classées) au plus tard dans les trois mois qui suivent la demande.

Chapitre 2.4 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Article 2.4.1 – Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations conforme aux dispositions de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé et celles des articles de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé.

La surveillance des rejets atmosphérique se fait de façon à permettre de justifier le respect des prescriptions de l'article 2.2.1 du présent arrêté.

Article 2.4.2 – Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air et l'environnement

Article 2.4.2.1 Surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effets sur l'environnement conforme aux dispositions des articles 30 et 31 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

Article 2.4.2.2 Surveillance des retombées de poussières, particules liées à l'installation de tamisage, criblage, déferrailage des mâchefers

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales.

Ces mesures sont effectuées au moins une fois toutes les 4 campagnes de criblage/déferraillage par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales ou à la demande du Préfet.

Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans le rapport d'analyse des mesures.

Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance.

Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les 3 dernières campagnes de surveillance intégrant un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

TITRE III Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Chapitre 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.1.1 - Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Sans préjudice de la convention de raccordement du gestionnaire de réseau concerné, les prélèvements d'eau dans le réseau public d'eau potable sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau | Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) | Prélèvement maximal | | ICPE concernées |
|-------------------------|--|---|---|----------------|--------------------------|
| | | | Journalier (m³/j) | Annuel (m³/an) | |
| Réseau d'eau | Besançon | FRDR625 | 60 en moyenne mensuelle | 20000 | UVE (1) |
| Réseau d'eau | Besançon | FRDR625 | 400 m³ par campagne de criblage/déferailage | - | Plateforme mâchefers (2) |

(1) consommation d'eau notamment pour extinction des mâchefers, eau d'appoint des chaudières, refroidissement des purges, appoint réseau de chaleur, lavage des sols des locaux, usage sanitaire

(2) nettoyage des locaux et humidification des mâchefers

Sans préjudice des arrêtés (ministériel et cadre départemental) de restriction des usages de l'eau, les opérations de criblage/déferailage des mâchefers, nécessitant l'utilisation de brumisateurs, sont réalisées en dehors des périodes de vigilance sécheresse de la zone concernée pour les seuils d'alerte renforcée et de crise constatées par arrêté préfectoral sauf si les eaux utilisées sont récupérées depuis le réseau d'eaux pluviales.

Article 3.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs dispositifs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des aspirations de ces eaux dans les réseaux d'eau potable ou dans les milieux de prélèvement.

Chapitre 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 3.2.1 - Captation et canalisation

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant distingue les différentes catégories de rejets suivantes :

- 1) les eaux pluviales de toiture susceptibles ou non d'être polluées ;
- 2) les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées ;
- 3) les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) confinées au sein d'un bassin de rétention sous le parking visiteur d'une capacité utile de 360 m³ minimum ;
- 4) les eaux résiduaires, pour l'UVE se décomposant comme suit :
 - les eaux de lavage des zones de process et des zones de rétention qui sont réinjectées dans le bac d'extinction des mâchefers ;
 - les purges de la chaudière générant également les rejets d'éluats de traitement d'eau de chaudière ;
 - les rejets exceptionnels lors des vidanges lors d'opération de maintenance sur les chaudières ou circuit d'eau et de vapeur ;
 - les eaux d'égoutture provenant du refroidissement des mâchefers.
- 5) les eaux résiduaires, pour la plateforme de maturation des mâchefers rejetées hors eaux pluviales par bâchée lors des campagnes de dé-ferraillage ;
- 6) les eaux domestiques/sanitaires.

- Eaux domestiques :

Les eaux domestiques de l'établissement sont collectées par un réseau spécifique puis sont rejetées dans le réseau d'assainissement de la ville de Besançon pour être traitées par la station d'épuration de Port Douvot. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

- Eaux pluviales :

Les eaux pluviales de voirie de l'établissement et les eaux pluviales de toiture de l'UVE sont collectées dans un réseau spécifique puis traitées par un décanteur - séparateur à hydrocarbures. Elles sont ensuite dirigées vers le réseau d'assainissement de la ville de Besançon et traitées par la station d'épuration collective de Port Douvot.

Les eaux pluviales de la plateforme de mâchefers rejoignent après passage dans un bassin d'orage et un débourbeur/décanteur-séparateur d'hydrocarbures la station d'épuration (STEP) collective de Port Douvot.

Le(s) dispositifs décanteur – séparateur à hydrocarbures est (sont) muni(s) d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

- Eaux résiduaires de l'UVE :

Les eaux résiduaires de l'UVE, transitent par un canal mesureur puis rejetées dans le réseau d'assainissement de la ville de Besançon pour être traitées par la STEP de Port Douvot.

- Eaux industrielles de la plate-forme de maturation des mâchefers :

Les seules eaux industrielles sont les eaux de nettoyage des cellules contenant des poussières et les eaux de brumisation des mâchefers lors des campagnes de criblage-déferailage. Elles sont reliées au même réseau que les eaux de ruissellement et rejoignent le bassin de décantation. Ce bassin sera vidangé aussi souvent que nécessaire et fait l'objet d'une analyse par l'exploitant pour vérifier le respect des valeurs limites définies à l'article 3.3.1 du présent arrêté.

Son contenu solide sera traité comme un déchet et éliminé dans des installations dûment autorisées.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 3.2.2 Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| Réf. | Coordonnées Lambert 93 | Nature des effluents | Exutoire du rejet | Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Conditions de raccordement |
|--------|------------------------------|---------------------------|-----------------------|--|----------------------------|
| Pt N°1 | X = 924 781 Y = 6 684 869 | Eaux usées industrielles | Réseau assainissement | STEP collective de Port Douvot | Convention |
| Pt N°2 | - | Eaux pluviales UVE | Réseau assainissement | STEP collective de Port Douvot | - |
| Pt N°3 | X = 924 932 Y = 6 684 496 | Eaux plateforme mâchefers | Réseau assainissement | STEP collective de Port Douvot | Convention |
| Pt N°4 | - | Eaux domestiques UVE | Réseau assainissement | STEP collective de Port Douvot | - |

Article 3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux résiduaires autres que celles identifiées à l'article 3.2.1 sont collectées séparément et doivent être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 3.2.4 - Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'eau

Les valeurs limites d'émission dans l'eau sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.3.1 pour le COT ;
- aucune des valeurs mesurées à fréquence journalière pour les solides en suspension et pour la demande chimique en oxygène, dans la mesure où la mesure de DCO est compatible avec la nature de l'effluent, et notamment lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l, ne dépasse la limite d'émission fixée à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé ;

- pour les métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn), fluorures, CN libres, hydrocarbures totaux et AOX, au maximum une mesure par an dépasse la valeur limite d'émission fixée au présent arrêté et dans le cas où plus de 20 échantillons sont prévus par an, au plus 5 % de ces échantillons dépassent la valeur limite ;
- aucun des résultats des mesures semestrielles de dioxines et furannes ne dépassent la valeur limite fixée au présent arrêté.

Chapitre 3.3 Caractéristiques des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- le cas échéant, la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- déclaration des résultats d'autosurveillance sous l'application GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.3.1 - Concentration et flux aux points de rejet N°1 (UVE) et N°3 (plateforme mâchefers)

| Paramètre | Code SANDRE | Concentration maximale (mg/l) - rejets n°1 et n°3 | Flux maximal journalier (g/j) - rejet n°1 |
|---|-------------|--|---|
| Débit | 1552 | Rejet n°1 : 6 m ³ /j en moyenne mensuelle (1) – 2190 m ³ /an | |
| pH | 1302 | 5,5-8,5 | / |
| Température | 1301 | 30°C | / |
| MES | 1305 | 600 | 3600 |
| Carbone organique total (COT) | 1841 | 40 | 240 |
| DBO5 | 1095 | 800 | 4800 |
| DCO | 1314 | 2000 | 12000 |
| Azote global | 1551 | 150 | 900 |
| Azote ammoniacal | 1335 | 30 | 180 |
| Sulfates (SO ₄ ²⁻) | 1338 | 1000 | 6000 |
| Phosphore | 1350 | 50 | 300 |
| Mercure (Hg) | 1387 | 0,01 | 0,06 |
| Cadmium (Cd) | 1388 | 0,025 | 0,15 |
| Thallium (Tl) | 2555 | 0,03 | 0,18 |
| Arsenic (As) | 1369 | 0,05 | 0,3 |
| Plomb (Pb) | 1382 | 0,06 | 0,36 |
| Chrome (Cr) | 1389 | 0,1 | 0,6 |
| Chrome VI (Cr VI) | 1371 | 0,05 | 0,3 |
| Cuivre (Cu) | 1392 | 0,15 | 0,9 |

| | | | |
|----------------------|------|-----------------------|----------------------|
| | | | |
| Nickel (Ni) | 1386 | 0,1 | 0,6 |
| Zinc (Zn) | 1383 | 0,5 | 3 |
| Antimoine (Sb) | 1376 | 0,9 | 5,4 |
| Ion fluorures | 7073 | 15 | 90 |
| CN libres (CN-) | 1084 | 0,1 | 0,6 |
| Hydrocarbures totaux | 2962 | 5 | 30 |
| AOX | 1106 | 5 | 30 |
| Dioxines et furannes | 7707 | $0,05 \times 10^{-6}$ | $0,3 \times 10^{-6}$ |

(1) la valeur maximale de 8 m³/j peut être atteinte ponctuellement en période de maintenance de la chaudière

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la plus petite des deux valeurs suivantes (lorsqu'elles existent) :

- la norme de qualité environnementale (cas des substances chimiques) ;
- la valeur de concentration correspondant à la classe d'état « bon état ».

Article 3.3.2 - Concentration et flux au point de rejet n°2 (eaux pluviales UVE)

Les effluents sont conformes aux valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :

- MES < 30 mg/l ;
- DCO < 35 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l.

Chapitre 3.4 Surveillance

Article 3.4.1 – Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.2 – Contrôle des rejets

- Point de rejet n°1

L'exploitant réalise des mesures en continu des paramètres suivants : pH, température, débit, COT. L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage asservi au débit de la quantité de matières en suspension (MES) et DCO.

En outre, l'exploitant fait réaliser au minimum mensuellement par un laboratoire agréé des mesures sur 24h asservi au débit, des paramètres suivants : métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cr VI, Cu, Ni, Zn), fluorures, SO_4^{2-} , CN libres, antimoine, hydrocarbures, AOX, Azote, Phosphore et DBO.

Il doit enfin faire réaliser à fréquence semestrielle par un laboratoire agréé des mesures sur 24h asservi au débit des dioxines et furannes.

N.B : dans le cas où des difficultés sont rencontrées dans la mesure du COT en continu en raison de la présence chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.

- Point de rejet n°2 (eaux pluviales UVE)

Le rejet des eaux pluviales fait l'objet d'une mesure semestrielle afin de vérifier la conformité des paramètres prescrits à l'article 3.3.2 du présent arrêté.

- Point de rejet n°3 (plateforme « mâchefers ») : voir chapitre 7.3

Article 3.4.3 – Surveillance du sol et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre (surfaces imperméabilisées afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, surfaces imperméabilisées ...).

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Au regard du caractère fracturé du sous-sol en présence de karst rendant peu fiables et reproductibles les mesures établies par la mise en œuvre de piézomètres pour le suivi des eaux souterraines, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchets, à une périodicité quinquennale. Le premier contrôle complet intervient au plus tard le 31 décembre 2028.

TITRE IV Déchets

Chapitre 4.1 Principe de gestion

Article 4.1.1 - Production et gestion des déchets, principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;

- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

L'exploitant ne peut éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes au sens de l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement.

Article 4.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 4.1.3 - Déchets pris en charge à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant remet les déchets à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

- conditions de valorisation des mâchefers

Les mâchefers peuvent, lorsque leurs caractéristiques le permettent (caractéristiques physico-chimiques et potentiel polluant), faire l'objet d'une valorisation dans les conditions fixées par la réglementation et notamment l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 susvisé.

L'exploitant vérifie que chaque chantier où l'utilisation des mâchefers de son établissement est envisagé répond bien aux critères applicables de valorisation liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ou de l'aménagement projeté, à la nature de l'usage et aux caractéristiques du lot de mâchefers.

L'exploitant s'assure, à l'issue de chaque chantier, de l'utilisation des mâchefers dans les conditions prévues par la fiche de données environnementales. Il doit pouvoir justifier du respect de ces conditions et tient les documents correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées au titre du Code de l'environnement.

Article 4.1.4 - Déchets pris en charge à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles entre eux) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au présent arrêté.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum de un an. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas celle constitutive d'un lot normal d'expédition pour chaque type de déchets identifié à l'article 4.2.1. Une exception est possible pour les REFIOM et mâchefers pour lesquels la quantité doit être aussi réduite que possible.

Article 4.1.5 - Traçabilité, exportation

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

L'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Chapitre 4.2 Limitation de la production et des filières

Article 4.2.1 - Limitation de la production et des filières

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

| Catégorie de déchets | Type de déchets | Code déchets | Provenance sur le site | Production (t/an) | Valorisation | Élimination |
|----------------------|-----------------|--------------|----------------------------|-------------------|--------------|-------------|
| Non dangereux | Mâchefers | 19 01 12 | Résidus incinération (UVE) | 7000 | IME | ISDND |

| | | | | | | |
|---------------|---|------------|----------------------------|------|---|------|
| Non dangereux | Déchets de dé-ferraillage des machefers | 19 01 02 | Résidus incinération (UVE) | 600 | x | - |
| Dangereux | REFIOM | 19 01 07 * | Résidus incinération (UVE) | 1500 | - | ISDD |
| Dangereux | Cendres sous chaudières | 19 01 15 * | Résidus incinération (UVE) | 400 | - | ISDD |

IME : Installation de Maturation et d'Élaboration des mâchefers

Chapitre 4.3 Agrément : sans objet

Chapitre 4.4 Épandage : sans objet

TITRE V Protection des nuisances sonores et des vibrations

Chapitre 5.1 Dispositions générales

Article 5.1.1 - Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les régies techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 5.1.2 - Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 5.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 5.2 Limitation des niveaux acoustiques

Les zones à émergence réglementée sont constituées par l'intérieur et les parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) :

- des ensembles d'habitation situés au sud de l'établissement, au-delà de la rue de Dole ;
- des bureaux situés au Nord de l'établissement, au-delà de la rue E. Belin ;
- des locaux occupés par les tiers dans les bâtiments industriels situés à l'Est du site, au-delà de la rue Einstein ;
- des locaux occupés par des tiers au sein de la chaufferie urbaine de Planoise située à l'Ouest du site.

5.2.1 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| | Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés) | Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|-----------------|--|---|
| Point de mesure | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Article 5.2.3 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou | 6dB(A) | 4dB(A) |

| | | |
|----------------------|---------|---------|
| égal à 45 dB(A) | | |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Article 5.2.4 – Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE VI Prévention des risques technologiques

Chapitre 6.1 Dispositif de prévention des accidents

Article 6.1.1 – Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 6.1.2 - Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 6.1.3 - Vérifications périodiques et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie (alarmes, détecteurs, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, etc.) et l'explosion (dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux, détecteurs gaz, etc.) mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. De plus, l'exploitant met en place un programme de maintenance et d'étalonnage des moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique défini sous sa responsabilité. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est au minimum annuelle.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées) les registre et résultats du programme de maintenance et d'étalonnage précités.

Article 6.1.4 - Atmosphères explosibles ou toxiques

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés et dépoussiérés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et a une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

Dans les parties de l'installation recensées en application de l'article 6.1.1 du présent arrêté comme pouvant être à l'origine d'une explosion :

- les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R.557-1-1 à R.557-7-9 du Code de l'environnement concernant les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables si nécessaire.

Article 6.1.5 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, en-

tretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 6.1.6 - Systèmes de détection et extinction automatiques

Article 6.1.6.1 – Risque incendie

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée ou équivalent. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les différentes zones de procédé équipées de moyens de détection afin de prévenir les risques incendie sont à minima :

- la fosse de réception (UVE) ;
- la zone sous la grille de dosage des fours (détection de température) ;
- les locaux électriques qui sont équipés de détection incendie adaptée ;
- la presse de mise en balle des ordures ménagères.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Article 6.1.6.2 – Risque d'explosion et risque toxique

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque explosion ou un risque toxique disposent d'un dispositif de détection de gaz. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs (CH₄, H₂S, etc.) avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Chapitre 6.2 Dispositions constructives et équipements

Article 6.2.1 – Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute propagation éventuelle d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

L'exploitant met en place chaque fois que nécessaire des murs de degré coupe-feu adapté. De plus, il adapte le degré coupe-feu des ouvertures afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Le bâtiment administratif est construit et aménagé en tenant compte des risques potentiels (explosion, incendie, gaz toxique, etc.).

Les salles de contrôle ou de commande doivent assurer une protection suffisante pour permettre, en cas de sinistre, la mise en sécurité des différentes unités et prévenir l'extension du sinistre. Elles doivent être accessibles en permanence et assurer une protection contre les risques éventuels de feu en cas d'incendie, de projection en cas d'explosion et de pénétration de substances toxiques en cas de fuite.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées).

Article 6.2.2 – Désenfumage

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2 permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 0,5 % de la surface au sol du local.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation en référence à la norme NF EN 12101-2.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des zones à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Article 6.2.3 – Accessibilité des services de secours

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du site et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie des installations. Cette voie respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- la pente inférieure à 15 % ;
- le rayon intérieur de giration est au minimum de 30 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

Article 6.2.4 – Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est équipé :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec – une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 6.1.1 ;

- un plan de masse plastifié (format A0) de l'ensemble du site et résistant aux intempéries, utilisable par les services d'incendie et de secours, installé à l'entrée de l'établissement. Ce plan présente notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits potentiellement présents. Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

pour la défense interne des bâtiments et des aires extérieures contre l'incendie :

- des extincteurs en nombre suffisant, judicieusement répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les règles d'installation sont conformes à la règle APSAD R4 ;
- 8 RIA (UVE : 2 dans le hall de déchargement, 6 au niveau de la chaufferie et de la salle des machines sous les fours d'incinération ;
- deux canons à mousse disposés de part et d'autre de la fosse, commandés depuis la cabine des pontiers (UVE) ;
- un rideau d'eau avec buses d'arrosage orientées en partie haute de chaque trémie (UVE) ;
- un dispositif d'extinction automatique ou équivalent au niveau des locaux électriques, du local du groupe électrogène et du local groupes turbo-alternateurs.

pour la défense extérieure des installations contre l'incendie :

- 3 poteaux d'incendie dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau, ceux-ci sont distants entre eux de 150 mètres maximum, pouvant délivrer chacun simultanément un débit de 60 m³/h sous une pression minimale de un bar pendant deux heures.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage des eaux d'extinction (cf. chapitre 6.3).

Article 6.2.5 – Tuyauteries d'usine

Les tuyauteries de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, signalées et protégées contre les chocs.

Chapitre 6.3 Dispositifs de rétention et confinement

Article 6.3.1 – Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 6.3.2 – Transports – chargement - déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Aucun dépotage de produits n'est autorisé la nuit.

Article 6.3.3 – Confinement

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets est revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les voiries et les zones extérieures imperméabilisées sont équipées de grilles et d'avaloirs de collecte des eaux pluviales. Tout épannage de liquide sur la surface du site est collecté par ce réseau puis conduit gravitairement

vers le bassin de collecte des eaux de ruissellement du site. Ce bassin a une capacité de rétention de 360 m³ minimale.

Le bassin de décantation sur la plateforme des mâchefers a une capacité de rétention minimale de 166 m³. Ce même dispositif est utilisé pour faire office de bassin de confinement en cas d'orage décennal.

Les deux bassins de confinement (UVE et plateforme) sont inspectés et vidés afin d'être opérationnel en permanence. Ces bassins sont équipés d'une vanne de fermeture manuelle et/ou automatique qui empêche le rejet des eaux vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement.

Chapitre 6.4 Formation du personnel et plan de secours

Article 6.4.1 – Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants du site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur :

- les risques inhérents aux installations ;
- la conduite à tenir en cas d'accident ;
- la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le site compte une équipe d'intervention apte à mettre en œuvre et à utiliser les matériels de lutte contre l'incendie dont dispose l'établissement. Elle est entraînée à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les ans.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer le maintien de la formation.

Article 6.4.2 – Plan de lutte contre un sinistre

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit pour son site un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première et de seconde interventions, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Il est actualisé au moins une fois par an et en tout état de cause après chaque incident ou sinistre.

Un exercice de mise en œuvre de ce plan doit être organisé à une fréquence annuelle. La date et le compte-rendu d'exercice sont consignés sur un registre et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Chapitre 6.5 Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Article 6.5.1 – Mesures de maîtrise des risques

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement (installations classées) et fait l'objet d'un suivi rigoureux par l'exploitant.

Cette liste comprend a minima les mesures de maîtrise des risques suivantes :

Éviter la propagation d'un incendie

- détection incendie + moyens d'extinction incendie (moyens fixes + intervention du personnel + intervention du SDIS) + dispositions constructives du bâtiment (murs et portes coupe-feu/écrans thermiques)

Éviter une explosion au niveau des installations de combustion

- détection gaz et ventilation + dispositifs de sécurité contre les surpressions de l'installation + maintenance

Éviter l'explosion de tout nuage de gaz

- consignes d'exploitation et de sécurité + détection gaz et incendie + vannes de coupure de l'alimentation en gaz asservi aux détections gaz et incendie

Éviter une pollution des sols et des eaux souterraines due aux eaux d'extinction incendie

- rétention des eaux d'extinction incendie (au niveau du bâtiment et/ou du réseau d'eaux pluviales et des bassins de confinement) + vanne d'isolement des réseaux eaux pluviales de voirie.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les justificatifs de l'efficacité et du niveau de fiabilité des dispositifs de sécurité sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

TITRE VII Conditions particulières applicables à certaines installations

Chapitre 7.1 Unité de valorisation énergétique (UVE)

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux s'appliquent pour ce qui concerne celles applicables aux installations existantes ainsi que les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 sus-visé. Elles sont complétées par les articles ci-dessous.

Article 7.1.1 – Capacité de l'installation et quantités maximales des déchets admis

L'installation d'incinération est constituée d'un four d'incinération à grille de 4,4t/h à PCI 2300 kcal/kg au nominal soit 5,06 t/h à PCI 2000 kcal/kg.

La capacité annuelle de l'installation est de 42000 t/an pour les ordures ménagères résiduelles (OMr) et assimilés. La quantité des boues de STEP urbaines prise en charge ne dépasse pas 3000 t/an à minimum 30 % de siccité.

Article 7.1.2 – Capacité d'entreposage des déchets

L'installation est équipée d'un hall de déchargement.

Ce hall comporte :

- la fosse de réception des déchets d'une capacité de 3350 m³ au maximum ;
- les quais de déchargement qui donne sur la fosse de réception, situés sur la moitié du hall ;
- un stockage des ordures ménagères (OMr) en balles limité à 100 balles au maximum.

En fonctionnement normal, les déchets ne sont stockés que dans la fosse de réception, à l'exception des boues de station d'épuration déshydratées qui sont stockées dans un silo d'une capacité utile de 55 m³.

Article 7.1.3 – Origine géographique des déchets admis

Les OMr et les déchets d'activité économique proviennent :

- de la communauté d'agglomération du Grand Besançon, les communautés de communes Loue-Lison et du Val Marnaysien pour sa partie située dans le département du Doubs ;
- des communes limitrophes aux communautés sus-citées ou aux départements limitrophes au département du Doubs en cas d'indisponibilités temporaires d'installations de traitement ou de stockage de déchets.

Les boues de STEP proviennent uniquement des stations d'épuration collectives urbaines du département du Doubs.

Les déchets suivants sont interdits :

- DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques infectieux) ;
- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n°1774/2002 ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

Article 7.1.4 – Valorisation

L'énergie produite lors de l'incinération des déchets est valorisée :

- thermiquement, notamment dans le process de l'UVE et pour l'alimentation en chaleur de la chaufferie de Planoise et de la blanchisserie de l'hôpital ;
- électriquement, via des groupes turbo-alternateurs fonctionnant à la vapeur générée par l'incinération des déchets, pour l'autoconsommation du site en priorité.

Article 7.1.5 – Procédure d'acceptation préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans. Elle est conservée au moins deux ans par l'exploitant, sauf pour les boues de station d'épuration urbaine pour lesquelles l'exploitant conserve les données pendant 10 ans.

Une information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- source et origine de la matière ;
- données concernant sa composition ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- conditions de son transport ;
- pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe VIIa de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Déchets d'activités économique :

Les déchets d'activité économique sont en plus soumis à la procédure d'acceptation préalable définie ci-dessous :

- production chaque année par l'apporteur de déchets, qu'il s'agisse d'une entreprise apportant ses propres déchets ou d'une entreprise de collecte et de regroupement, d'un document comprenant toutes les informations utiles permettant de statuer sur le caractère dangereux ou non des déchets en référence aux annexes I et II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- tenue et archivage par l'exploitant des décisions prises au regard du document précédent. À chaque décision est annexée ce document ainsi que les résultats des analyses effectuées le cas échéant. Les décisions de refus sont archivées à part ;
- contrôle visuel (inspection visuelle lors du déchargement) et contrôle de la radioactivité.

Boues de station d'épurations collective :

Ne peuvent être incinérées que les boues provenant d'ouvrages urbains.

L'information préalable précitée comporte également :

- la description du procédé conduisant à leur production ;
- le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.

Article 7.1.6 – Portique de détection de radioactivité

Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité dont le seuil d'alarme est fixé par l'exploitant pour assurer l'interdiction d'accès au site à tout chargement contenant un ou

plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. Ce portique est installé en amont des ponts-basculés.

En cas de déclenchement du portique, l'exploitant prévient systématiquement l'inspection de l'environnement (installations classées) et se conforme au « *Guide sur la méthodologie à suivre en cas de déclenchement* » annexé à la circulaire du 25 juillet 2006 relative à l'acceptation de déchets à radioactivité naturelle renforcée ou concentrée dans les centres de stockage de déchets.

Article 7.1.7 – Conditions de combustion

Il est rendu compte trimestriellement et annuellement des heures de fonctionnement des brûleurs d'appoint ainsi que de la quantité de combustible consommée.

Le combustible utilisé est le gaz naturel.

Article 7.1.8 – Indisponibilité des dispositifs de traitement et de mesures en continu et semi-continue

Lors des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques :

- la teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure ;
- les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

- Indisponibilité des dispositifs de traitement

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement des rejets atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

- Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu à l'exception du mercure

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

- Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu du mercure

Pour le suivi en continu des rejets atmosphériques du mercure, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif ne peut excéder 500 heures sur une année.

- Indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu

Sur une année le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.

Article 7.1.9 – Dispositions constructives et prévention des risques

Le four est équipé d'un évent situé à son sommet qui permet de diriger les effets d'une éventuelle explosion vers le haut et sans ruiner les infrastructures du reste du process (trémies, fosse, installation de traitement des fumées, etc.).

La fosse de réception des déchets d'une longueur de 34m sur une largeur de 7,5m est entourée de murs bétons de 12 m de hauteur sur chacune de ses faces. Ces murs font office d'écrans thermiques de degré coupe-feu 2 heures (EI120). La salle de supervision donnant sur la fosse de réception des déchets est séparée par une ouverture de degré coupe-feu 2 heures (EI120).

Cette fosse est étanche et permet de collecter et de pomper les éventuels jus de stockage apportés par les déchets.

Les canons à mousse en partie haute de chaque côté de la fosse sont pilotés par des électrovannes à sécurité positive. Elles sont asservies à une détection incendie ainsi qu'un arrêt d'urgence manuel.

Les parois de la fosse à boues des STEP sont aménagées afin d'éviter tout phénomène de collage ; l'ensemble des tuyauteries de transport des boues devra faire l'objet d'une attention particulière, notamment au montage et en exploitation, quant à leur étanchéité. La fosse à boues est fermée par une couverture métallique.

Les eaux de lavage du système d'injection des boues dans le four sont renvoyées dans la fosse à boues afin de n'engendrer aucun rejet.

Chapitre 7.2 Installation de mise en balle d'OM

À l'occasion des arrêts techniques de maintenance ou des périodes d'indisponibilité du four, les ordures ménagères résiduelles sont reprises et mises en balle par une presse dont la trémie de chargement sera positionnée dans le hall de déchargement. Ces balles sont protégées par un film en polyéthylène, suffisamment résistant et épais, de manière à pouvoir résister à la manipulation des balles, à être étanche aux intempéries et à éviter l'émission d'odeurs gênantes. Sur chaque balle devra être inscrite de manière indélébile sur sa partie cylindrique sa date de fabrication. La dimension de la balle ne devra pas dépasser 1,3m de diamètre.

Les balles sont acheminées par chargeur sur une aire étanche de 85 m² maximum (équivalent à 100 balles), réservée à cet usage dans le hall de déchargement (stockage partiel).

L'exploitant consigne dans un registre tenu à disposition de l'inspection de l'environnement pendant une durée de trois ans :

- la date de fabrication et l'emplacement des balles sur les aires de stockage ;
- le tonnage de déchets mis en balles et stockés sur le site ;
- le tonnage de déchets en balles incinérés.

Chapitre 7.3 Plateforme de Maturation et d'Élaboration des mâchefers (IME)

- Balles d'ordures ménagères (OM) : Les quantités maximales d'ordures ménagères susceptibles d'être stockées s'élèvent à 700 balles à répartir entre l'aire extérieure de stockage et l'aire située dans l'alvéole.

La hauteur du stockage ne doit pas dépasser 4 rangées successives, soit environ 5 mètres.

Tout stockage en dehors des aires spécifiquement réservées à cet effet est strictement interdit. Celles-ci sont régulièrement nettoyées et entretenues.

Depuis sa fabrication, une balle ne devra pas être stockée :

- plus de 4 mois pour les balles situées à l'extérieur ;
- plus de 6 mois, pour les balles situées à l'abri des intempéries (y compris celles entreposées dans le hall de l'UVE).

Un contrôle visuel de l'état des balles stockées est effectué au minimum trois fois par semaine. Toute balle percée ou détériorée doit être incinérée dans les 24 heures. Un traitement anti-odeur est effectué autant que nécessaire.

Mâchefers : Les aires de stockage sont maintenues propres en permanence. Après chaque opération de chargement ou de déchargement les aires utilisées seront nettoyées. Les produits récupérés seront stockés avec des mâchefers classés maturables.

L'aire de stockage et de maturation des mâchefers est situé à l'intérieur d'un hangar couvert réparti en alvéole, raccordé à un bassin étanche pour la récupération des eaux et égouttures éventuelles. Ce bassin sera vidangé aussi souvent que nécessaire. Son contenu solide sera traité comme un déchet et éliminé dans des installations dûment autorisées. Les eaux résiduelles doivent faire l'objet, avant chaque rejet, d'une analyse par l'exploitant sur un échantillon instantané prélevé dans la bâchée pour vérifier le respect des valeurs limites prévues au présent arrêté. Si ces valeurs ne sont pas respectées, les eaux en question seront évacuées comme des déchets vers des filières régulièrement autorisées à les traiter.

Cette plateforme ne reçoit que les mâchefers de l'UVE de Besançon et sa capacité maximale est de 15 000 m³, correspondant à 9 mois de production et à une période maximale de stockage d'un an.

Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement.

Les opérations de criblage/dé-ferraillage des mâchefers sont réalisées par campagne ponctuelle.

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions atmosphériques diffuses. Les mâchefers seront humidifiés autant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

TITRE VIII Exécution

Article 8.1 - Publicité

Les mesures de publicité de l'article R 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Article 8.2 - Délais et voies de recours

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Besançon ou sur le site www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8.3 - Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (installations classées), l'exploitant le SYBERT, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressé ainsi qu'à la Maire de Besançon.

Fait à Besançon, le **26 JUIL. 2024**

Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Nathalie VALLEIX